

Mon sentiment sur le débat public pour le prolongement de A 12

Les premières réunions organisées par la Commission du Débat Public montrent une approche opposée mais pas nouvelle entre les partisans du prolongement de A 12 hors des villes par le Pommeret et ceux qui, habitant loin de la RN 10, demandent de laisser la circulation sur l'actuelle RN 10.

Des trois premiers débats, je retiens les points suivants :

a) La demande d'un prolongement de A 12 hors des villes pose le problème réel des habitants de Montigny le Bretonneux qui résident le long de l'emprise réservée à A 12. Si certains ont laissé construire à proximité du futur A 12 avec l'espoir d'empêcher sa réalisation, il n'en reste pas moins que cela oblige aujourd'hui à réaliser le prolongement de A 12 en tranchée couverte à hauteur de Montigny, de façon à protéger ces familles de façon efficace et durable. Je soutiens totalement la demande du maire de cette commune.

b) Ceux qui s'opposent à A 12 par le Pommeret, font feu de tout bois en utilisant tous les arguments possibles même s'ils sont contradictoires. Certains considèrent que cette réalisation entraînera une importante augmentation du trafic Nord-Sud en poids lourds. D'autres à l'opposé estiment qu'en raison de la crise pétrolière, nous allons assister à une forte réduction du trafic, que la solution passe par les seuls transports en commun. D'autres encore, que cela portera un coup fatal à l'agriculture, ou au parc naturel de la Haute Vallée de Chevreuse : il suffit de consulter un plan de l'ensemble du parc pour comprendre que celui sera à peine écorné ! D'autres dénoncent les effets sur le réseau hydrologique du secteur annonçant des catastrophes majeures, ou encore la pollution atmosphérique nouvelle qui sera générée s'ajoutant à celle de l'ozone, comme si cela n'était pas déjà la réalité le long de la RN 10. D'autres toujours, se réclamant de l'écologie, estiment qu'il est vital de protéger l'environnement naturel sans se soucier des milliers de riverains actuels qui ne les intéressent pas. D'autres enfin, plongés dans leurs réflexions puissantes et autorisées considèrent que cela n'est pas une nécessité économique alors que les représentants des entreprises déclarent le contraire. Le summum ayant sans doute été atteint par la proposition décoiffante (je devrais dire consternante) d'un droit à compensation financière pour les actuels riverains de la RN 10 pour supporter les nuisances ou pour déménager... Fermez le ban !

Un ami qui m'accompagnait à Magny me disait qu'il avait assisté à un débat d'égoïstes... Il n'a pas tort.

c) La réalité est simple : l'autoroute existe déjà et elle étale ses nuisances en tissu urbain pour des milliers de riverains de Trappes jusqu'aux Essarts. La question du besoin ou pas du prolongement de A 12 ne se pose pas. A la rigueur, on peut se demander si l'autoroute doit avoir 2 fois deux voies ou trois voies. Crise pétrolière ou pas, il faut, et de façon urgente, réaliser le prolongement de A 12 hors des villes par le Pommeret.

C'est possible : cela nécessitera un déclassement partiel du site classé, ce sera le tracé le moins cher, le plus rapide à réaliser, ce sera le tracé qui améliorera la vie quotidienne de milliers de riverains d'abord et avant tout.

d) Est-ce à dire qu'ainsi on choisirait le tout autoroute ? Bien sûr que non ! Notre département est très en retard par rapport aux autres départements de la région parisienne : les Yvelines ont besoin de deux réalisations impératives l'A 104 au nord du département et le prolongement de

A 12.

Par ailleurs, un fort développement de transport en commun est nécessaire vers Paris mais aussi nécessite la réalisation de liaisons tangentielles. Il faudra alors convaincre les riverains concernés. Ce sera sans doute facile puisqu'il ne passe pas de voies ferrées dans le Pommeret !

Le président du Conseil Général des Yvelines qui refuse de se prononcer sur un tracé attend avec impatience le choix de l'Etat pour prolonger A 12, décision qui s'imposera alors à tout le monde.. Le président de la Région Ile de France partage le même sentiment et se prononce pour un tracé hors des agglomérations.

e) Le débat public est important, même s'il n'est pas toujours serein. Chaque citoyen compte pour un, nous dit-on. Certes. Mais ne laissons pas s'appropriier ce débat uniquement par les professionnels de la parole, des formules et des paraboles. Des milliers de gens risquent de ne pas participer pas à ces débats parce qu'ils ne peuvent pas s'exprimer en public, parce qu'ils ne maîtrisent pas les nouvelles technologies d'informations, parce que prendre la plume pour eux n'est pas simple. Il faut inventer des formes d'écoute différentes peut-être en organisant des petites réunions décentralisées.

Michel Espinat Conseiller général des Yvelines
Trappes le 3 avril 06